

L'Édito : La crise de confiance, « moment Tchernobyl » du Coronavirus, par Xavier DESMAISON

Xavier DESMAISON est président du groupe Antidox, qui accompagne une centaine de dirigeants d'entreprises et grandes organisations dans leurs stratégies de communication et d'opinion, avec une forte dominante digitale. Il préside par ailleurs l'association Civic Fab, dédiée à la lutte contre les « fake news » et la haine en ligne. Maître de conférences à Sciences Po, il a publié récemment « Dans la tête des gilets jaunes » (Va Presse, janvier 2019) et « Le Bûcher des Vérités » (Hermann, novembre 2019).



Depuis le mois de février, l'expression « Tchernobyl chinois » est régulièrement utilisée : en quoi la mauvaise gestion d'une catastrophe originelle peut-elle engendrer une crise de confiance telle qu'elle condamnerait un régime autoritaire, dont elle révélerait les fragilités jusque-là bien cachées par la propagande ? Aucun pays n'est en réalité à l'abri de vivre ce « moment Tchernobyl », les Etats

pétroliers dont la fragile stabilité sociale dépend du prix du baril comme les Etats-Unis, frappés par une crise sociale sans précédent qui va aggraver le déclassement d'une population déjà en mal d'être « great again ».

Intéressons-nous à la France. La crise de confiance y est patente. Nous ne savons plus qui ou quoi croire. Nous sommes peut-être plus atteints que d'autres, d'ailleurs, parce que les coups les plus puissants portés contre l'un des principes de vérité, la science, ne le sont pas par des dictateurs ou démagogues cyniques, mais par des représentants de celle-ci, au renom mondial, comme Didier Raoult et Luc Montagnier. Le premier remet en cause l'évidence based medicine au nom du pragmatisme médical. Le deuxième apporte sa crédibilité de Nobel à une information que la quasi-totalité de ses collègues considèrent comme fausse. Qui croire, quand toutes les options sont possibles, et que l'on ne trouve rien pour distinguer du vrai et du faux ? « Le coronavirus s'est échappé du laboratoire P4 de Wuhan, qui étudiait opportunément les virus de chauve-souris » : est-ce là une fake news bricolée par la CIA ? Une théorie du complot pour des esprits enclins aux fantasmes cinématographiques ? Ou bien une vérité que nos services de renseignement ne parviendront jamais à prouver faute d'accès aux preuves ?

Le fait que nous en soyons là n'est pas bon signe pour le reste du monde. Nous croyons sincèrement ceux qui nous donnent 5 ans de retard sur les Etats-Unis quand, bien souvent, l'épicentre du virus, c'est nous : la « French theory » nous revient aujourd'hui des campus américains en version hollywood, cet art du soupçon qui pousse à tout déconstruire et à penser « qu'il n'y a pas de connaissance objective, mais seulement des interprétations du réel », pour reprendre la phrase du sociologue



Tableau de suivi de l'épidémie

→ **Près de 20 000 morts en France** - La France a enregistré 395 nouveaux décès. En agrégeant les données des décès hospitaliers et des EHPAD, la France avoisine désormais les 20 000 morts, une nouvelle barre symbolique qui a vocation à être dépassée dans les prochaines heures. **Le solde des patients en réanimation est, pour sa part, toujours négatif, et ce pour la 11e journée consécutive.** De même, le nombre d'hospitalisations est également en baisse. La France est donc, bel et bien, engagée, pour reprendre l'expression de Jérôme Salomon dans une «très lente décrépidité épidémique».

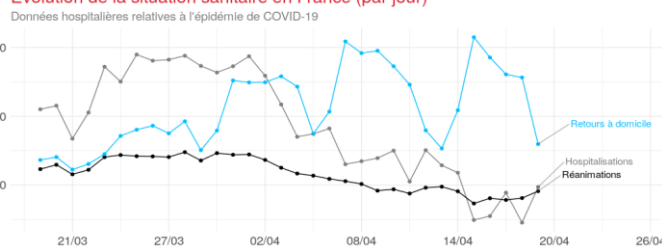
Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	40661	759086	26889	1997	5.4	5
Royaume-Uni	16095	121040	5858	597	13.3	4
Italie	23660	178972	3047	433	13.2	2
Espagne	20453	198674	6948	410	10.3	2
France	19718	175942	1986	395	11.2	2
Allemagne	4586	145184	1842	127	3.2	3
Corée du Sud	234	10661	8	2	2.2	1
Chine	4632	82735	17	0	5.6	0

Raymond Boudon. Nos spéculations d'intellos ont été prises au sérieux au pays de Mickey : plus rien n'est évidemment vrai, ni loi physique, ni genre, ni valeurs, si ce n'est la déconstruction et le choix personnel. La vérité brûle de ses derniers feux et les pompiers sont pyromanes : notre moment Tchernobyl est métaphysique, ce qui le rend plus dangereux.

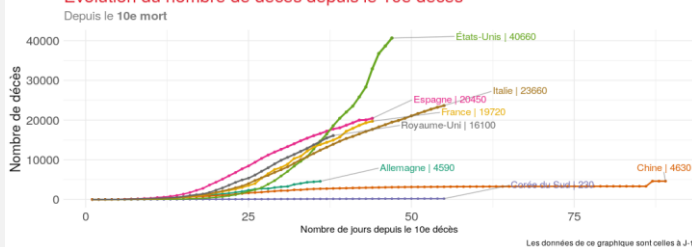
Il s'illustre par les faits divers. Ce week-end, le mot le plus tweeté n'a pas été #edouardphilippe (42 114 tweets) mais « police » (1 366 250 fois en 24 heures). Le 18 avril dans la soirée, une vidéo vue 4,7 millions de fois sur Twitter montre un jeune homme au sol. Il hurle. « ILS ONT MIT UN COUP DE PORTIÈRE AU MEC ILS LUI ONT COUPÉ SA JAMBE FAITES TOURNER !! », « Bavure policière, c'est là, c'est là », s'enflamme « Jackboys » (798 abonnés), qui filme la scène. Cela se passe à #villeneuve-la-garenne (259 551 tweets sur le hashtag). Autre film, pris de l'intérieur d'une voiture à La Courneuve : de jeunes femmes nous jurent que l'homme que l'on voit étendu vient d'être abattu par les policiers qui l'entourent. Rapidement, le hashtag #mortsauxporcs (6 105 tweets) circule, expression censurée issue du dernier clip du groupe 13 Block, intitulé « Fuck le 17 » ; les appels à l'émeute et à la vengeance fusent contre le « deux poids deux mesures » dont souffre la jeunesse de banlieue par rapport aux blancs des beaux quartiers et contre la pression policière accrue en cette période de confinement. Une vidéo vue 240 000 fois montre des policiers en train « d'effacer les traces du crime ». Crise de confiance dans les institutions. Mais aussi crise de la vérité : on apprend que la jambe n'est pas coupée. A La Courneuve, il s'agissait d'une rixe entre individus. Entre temps, d'autres acteurs entrent dans le débat. Le militant politique d'extrême droite Damien Rieu prend la défense des forces de l'ordre. Son nom sera évoqué, insulté et flatté 46 653 fois ce week-end sur Twitter, soit davantage que le premier ministre présentant son plan de déconfinement. Un compte anonyme : « En France, il y a aujourd'hui 2 peuples sur un même territoire. Un Français, l'autre qui déteste la France, son Histoire et ce qu'elle est ».

« Tout ce qui est sous les cieux est en chaos total ; la situation est excellente », nous disait Mao.

Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)



Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès



Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

Regard d'expert - Crise pétrolière : le prince héritier saoudien a-t-il réussi son pari ?, par Bertrand BESANCENOT

Bertrand BESANCENOT est senior advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.



Le 10 avril, un communiqué à l'issue de la réunion de l'OPEP+ annonçait une réduction de la production pétrolière de 9,7 millions de barils jour à compter du 1er mai, et cela pour une période de deux mois. Ensuite la réduction sera ramenée à 8 millions de barils jour jusqu'en décembre, puis à 6 millions entre janvier 2021 et avril 2022.

Les modalités précises de cette réduction sans précédent - d'environ 10 % - de la production pétrolière mondiale ne sont pas encore connues, mais on peut d'ores et déjà faire les quelques observations suivantes :

- Cet accord, si il est respecté, est un succès incontestable pour l'Arabie Saoudite qui a réussi - en montrant ses muscles - à ramener la Russie à la table de négociation. Ceux qui critiquaient le prince héritier saoudien pour son impulsivité, voire son

irresponsabilité, ne peuvent que constater que sa détermination face à POUTINE à défendre les parts de marché du royaume a payé, rappelant par la même occasion les capacités importantes - y compris de nuisance - du chef de file des pays du Golfe.

- L'accord du 10 avril implique de facto les Etats-Unis qui ont également annoncé - par la bouche du président TRUMP - une réduction de leur production pétrolière. Celle-ci ne relève pas d'un engagement formel mais de la loi du marché qui - du fait des cours actuels et prévisibles du brut - contraint les petits producteurs de pétrole de schiste, déjà endettés, à renoncer. On peut donc parler d'un arrangement de fait entre les trois principaux producteurs de pétrole (Moscou, Riyad et Washington) qui, face aux conséquences du «noyage» du marché pétrolier, n'ont pas eu d'autre choix que de s'entendre pour tenter d'arrêter l'hémorragie.

Regard d'expert - Crise pétrolière : le prince héritier saoudien a-t-il réussi son pari ?, par Bertrand BESANCENOT (suite)

- Toutefois cette réduction de 10 millions de barils jour est jugée "insuffisante et tardive" par Goldman Sachs car leurs prévisions sont une diminution de 20 millions de barils jour au 2ème trimestre de cette année. Cela explique que malgré l'accord, le baril demeure à 30 dollars, la Chine et L'Inde notamment ayant beaucoup acheté quand le cours était à 20 dollars. Les stocks sont donc pleins et il y a un risque de sur-stockage, qui ne peut que peser sur les prix.

- Naturellement beaucoup dépendra de l'ampleur de la reprise chinoise - tributaire elle-même du rebond des économies occidentales - et de la durée de la pandémie dans le monde. Des experts évoquent un baril à 40 \$ à la fin de l'année, et à 50 \$ en 2021 ; mais il s'agit de spéculations tant les incertitudes sont grandes aujourd'hui.

- En attendant, les pays producteurs de pétrole souffrent, et les pays du Golfe n'échappent pas à la règle. Les revenus diminuant, leurs déficits budgétaires s'aggravent et ils sont contraints de réduire les dépenses publiques, d'autant plus que les conditions de financements extérieurs se sont fortement dégradées. Bahreïn, Oman et Dubaï se trouvent dans une situation particulièrement vulnérable.

En outre, le fonds souverain saoudien (PIF) a fait de mauvaises opérations financières (Soft Bank, Uber). Il faut donc s'attendre en Arabie à ce que les grands projets soient retardés, en attendant de voir plus clair sur l'évolution des cours du brut et de la pandémie. Seuls certains projets seront préservés : métro de Riyad, Diriyah, Qiddiya. Ailleurs les études seront poursuivies mais les paiements risquent d'être retardés.

Le Qatar a procédé à une émission obligataire internationale au bon moment et l'Arabie envisagerait d'augmenter son programme d'émission de dettes. Certains pays - en particulier le Koweït - pourraient être amenés à puiser davantage dans leurs savoirs extérieurs et à recourir à des transferts des fonds souverains.

Cela ne signifie pas pour autant que les fonds souverains et les fonds privés du Golfe seront inactifs. En fait, ils attendent les (mauvais) résultats des sociétés cotées sur les bourses occidentales pour - comme les Chinois - saisir les opportunités d'acquisition qui se présenteront dans les mois à venir

Regard d'expert - Les innovations numériques de lutte contre le COVID-19, par François JEANNE-BEYLOT

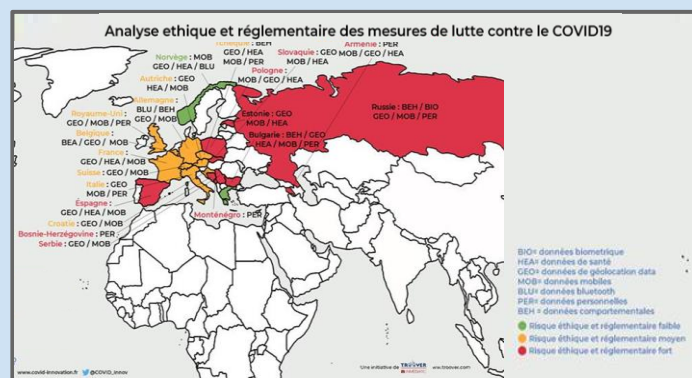


François JEANNE-BEYLOT est entrepreneur, Gérant fondateur de Troover-InMédiatic, société spécialisée depuis 20 ans dans l'intelligence économique et l'influence en ligne. Spécialiste reconnu de la recherche d'information, la veille et l'OSINT, il intervient régulièrement sur ces problématiques dans différents centres de formations et conférences (IHEDN, l'EGE, etc). Il est par ailleurs à l'initiative et organisateur des Assises africaines de l'intelligence économique, administrateur du SYNPIE et membre du comité d'éthique du SYNPIE.

Depuis le début de cette crise sanitaire, les innovations numériques se sont multipliées pour tenter de surveiller l'évolution de la pandémie. Ainsi, le COVID est un moteur bien involontaire de la transformation digitale dans de nombreux pays mais parfois au détriment des droits fondamentaux. Rappelons tout d'abord que les solutions numériques envisagées ne permettent pas de lutter contre le virus mais peuvent contribuer, à tous les moins, à limiter son évolution et ce à deux conditions : qu'elles soient utilisées de façon massive (donc qu'elles soient obligatoires), ou alors qu'elles soient associées à des mesures de contrôle, de répression ou de confinement des personnes. Par ailleurs, la collecte de données nécessaires au bon fonctionnement de ces applications est souvent contraire aux principes éthiques et réglementaires acceptés à minima en Europe. Même l'anonymisation des données, présentée comme un préalable nécessaire à l'utilisation "propre" des données privées est soumise à controverse. Il convient également de s'assurer de la sécurité des accès aux données personnelles et aux traces numériques afin que celles-ci ne puissent être volées ou piratées ... Enfin, il nous faut envisager avec anticipation cette fois-ci, l'avenir de ces données, lorsque les besoins de surveillance liés au COVID ne seront plus d'actualité.

Devant ce phénomène, nous avons souhaité apporter, à titre pédagogique, un éclairage éthique et réglementaire sur les solutions numériques proposées ou imposées dans différents pays. Nous avons donc mis en place une veille sur les innovations de lutte contre la pandémie du COVID. Chaque innovation collectée est

relayée sur Twitter (@COVID_Innov) avec une pastille de couleur après analyse des risques associés en matière éthique et réglementaire. Nous avons par ailleurs recensé toutes ces innovations numériques dans une cartographie en spécifiant le type de données collectées : Données biométriques (BIO), données de santé (HEA), données de géolocalisation (GEO), données mobiles (MOB), données Bluetooth (BLU), données personnelles (PER), données comportementales (BEH). Le détail de chaque pays est disponible par zone sur le site Internet (www.covid-innovation.fr) ainsi que la cartographie mise à jour régulièrement.



Ce travail est une initiative de la société Troover (www.troover.com), société spécialisée depuis plus de 20 ans dans la recherche d'information structurée, l'OSINT, l'intelligence économique et la veille pour le compte des entreprises et administrations et InMédiatic (www.inmediatic.net), agence spécialisée dans l'influence, la notoriété et la mobilisation sur Internet.

Le Zoom éco'



La Chine

La Chine affiche une croissance négative estimée à -6,8 % en glissement annuel au premier trimestre 2020. Parmi les secteurs particulièrement touchés on retrouve celui des services (-5,2%), et celui de l'industrie (-9,6%). On notera également la contraction des investissements bruts en capital fixe (-16,1 %).

Dans un précédent "zoom éco" nous soulignons la reprise de l'économie chinoise avec le début du déconfinement. Aujourd'hui l'économie chinoise fonctionne à 82,8 % de ses capacités normales. Contribuent à cette reprise aussi bien les grandes entreprises (83,0% de leur capacité normale), que les PME (82,6%).



Les Etats-Unis

Alors que la situation sanitaire est alarmante dans le pays, la crise économique s'exacerbe. Les indicateurs sont eux aussi préoccupants et atteignent des niveaux historiques :

- Près de 22 millions de demandes ont été enregistrées par l'assurance-chômage en quatre semaines. Les estimations évoquent un taux de chômage correspondant à 17,8 %, du jamais vu depuis 1938.

- Les ventes au détail, qui pèsent pour un quart des dépenses de consommation, lesquelles comptent pour 70% du PIB des Etats-Unis, plongent de 8,7% en mars, un record depuis la création de la statistique en 1992.
- L'indice de production industrielle baisse de 5,4 %, du jamais vu depuis 1946.

Face à la crise qui s'annonçait, le gouvernement et la FED ont rapidement mis en place des plans de soutien à l'économie américaine. Mais une première analyse des programmes pour les PME, avec la loi CARES (PPP), et pour les ETI, par la FED, montre les limites des deux dispositions :

- La mise en place du PPP (349 milliards de dollars en prêts-subventions d'urgence) est difficile. Les banques sont débordées par la quantité de demandes. Un million de dossiers auraient été satisfaits, pour un montant de \$220 Mds.
- Le Main Street Lending Program de la Fed est un programme de prêts à destinations des entreprises qui ne parviennent pas à obtenir un prêt bancaire. Elles doivent convaincre que leur « business model » est viable à l'issue de la crise, ce qui soulève des difficultés.
- Les conditions drastiques pour que les compagnies aériennes américaines aient accès aux dispositifs de la loi CARES interrogent : 30% de l'aide sous forme de prêt (et non de dons), prise de participation de l'Etat au capital des entreprises, engagement des entreprises à ne pas licencier, ni mettre en chômage partiel, leurs employés jusqu'à octobre.

From bears to pandas : ce que la désignation de l'ennemi nous dit de nous-mêmes –

Dans un [tweet](#) publié le 18 avril, Nicolas Mazzucchi, chercheur à la Fondation pour la Recherche Stratégique, docteur en géographie et spécialiste des enjeux dans le cyber, faisait observer que dorénavant les actions chinoises dans la couche sémantique du cyberspace ont, peu ou prou, relégué au second plan les craintes afférentes aux menées informationnelles de la Russie (et/ou de ses alliés). Alors que les tensions entre la Chine et les États-Unis connaissent, depuis plusieurs jours, une montée en intensité manifeste, avec un point de fixation, de part et d'autre, sur l'épineuse problématique de l'origine de la pandémie et les ressorts de sa dissémination, [le Département de la Défense des États-Unis s'inquiète des actions menées par des hackers appartenant à un groupe prénommé "Electric Panda"](#). Il y a encore quelques mois, les groupes de hackers dans le collimateur des services de renseignement, et de contre-influence, des démocraties occidentales, et tout particulièrement des États-Unis, portaient le nom d'un autre animal, moins mignon et plus menaçant : l'ours ou bear en anglais. Le groupe de hackers russes "Fancy Bear", prétendument proche des services de renseignements militaires russes (le GRU), était dans toutes les têtes, dans tous les articles et dans tous les mauvais coups. Élection américaine de 2016, piratage du *Democratic National Committee (DNC)* ou encore piratage du site de campagne d'Emmanuel Macron en 2017, autant de cyber-attaques lui ont été attribuées



La pandémie de Covid-19 a donné lieu à un changement dans le règne animal, entérinant un passage de l'ours au panda comme archétype de l'animal politique menaçant, avec dorénavant une focalisation tous azimuts sur la Chine. Et cela a notamment été le cas en France, où la communication débridée de l'Ambassade de Chine via son compte Twitter n'a pas manqué d'étonner, tant cette dernière tranchait avec les codes habituels, bien feutrés et policés, de la diplomatie. Quels sont les médias chinois ? Quelle est leur stratégie d'influence ? Quels sont leurs codes ? Quelle est leur audience ? Quelles sont les communautés qu'ils parviennent à activer ? Autant de questions qui ont vu le jour ces dernières semaines et qui ne manquent pas d'entrer en résonance avec celles qui, pendant plusieurs mois, ont rythmé les questionnements des chercheurs spécialisés sur l'analyse des guerres informationnelles. Cette focalisation sur la Chine, à n'en pas douter, n'est ni stérile, ni vaine, comme le montrent les derniers sondages réalisés en Italie sur l'appréhension des Italiens à l'égard des différents acteurs politiques dans le monde.

Un [sondage](#) réalisé par SWG, sur une période allant du 20 mars au 12 avril, montre, en effet, qu'en Italie, l'Allemagne et les États-Unis sont dorénavant appréhendés par les Italiens comme des pays ennemis, tandis que la Chine et la Russie sont classés comme des pays amis par les sondés avec respectivement +42 et +17 points.



Ces résultats qui interpellent certes, méritent d'être évalués dans le temps pour voir s'il s'agit d'une évolution des grilles de lectures italiennes au long cours ou bien si, au contraire, il s'agit davantage d'une forme d'épiphénomène, d'une réaction d'animosité à l'égard de l'Union européenne à un moment donné. Mais des résultats qui questionnent également l'impact des cadrages que nous faisons en matière de guerre informationnelle lorsque nous désignons un ennemi. Une nouvelle séquence et une nouvelle parenthèse va s'ouvrir, elle s'est déjà ouverte au demeurant, notamment du côté des chercheurs d'Oxford, avec une focale sur la Chine. Ces basculements sont-ils vraiment pertinents ? Ne créons-nous pas, ex nihilo, des tigres de papier ? Après tout, et pour citer à nouveau Nicolas Mazzucchi, "[la désignation de l'agresseur est \(surtout\) un acte géopolitique](#)". ([Damien Liccia](#))

Le militantisme digital continue les luttes idéologiques par d'autres moyens –

#NoNoublieraPas, #PlusJamaisCa, #StopProductionNonEssentielle, #SansMoiLe11Mai, « Où sont les masques ? »... La prolifération des mots d'ordre militants sur les réseaux sociaux que nous avons largement chroniquée dans cette newsletter, donne à voir sur les réseaux sociaux une intensification de l'activité militante de la mouvance d'extrême gauche. Privées de la capacité d'organiser des manifestations physiques sous toutes leurs formes depuis l'entrée en vigueur du confinement, ses diverses composantes multiplient les « *digital strikes* », les meetings en ligne et autres coups d'éclat [avec une efficacité certaine](#). Pour ces groupes, l'enjeu est de prendre date en vue de l'après-confinement, pour faire gagner leur propre grille de lecture des événements : lien entre réchauffement climatique et crise sanitaire, rejet du libéralisme économique et de l'austérité budgétaire ou encore dénonciation d'une prétendue dérive autoritaire que connaîtrait l'Etat actuellement.

Faut-il voir dans ce redoublement d'activité militante en ligne une sorte de remise à niveau technique, comme si les groupes militants n'avaient pas connaissance antérieurement des ressources et des possibilités du militantisme digital, et s'approprièrent le « télé-militantisme » quand d'autres font de même pour le télétravail ? Voir dans ce fait, contestable au demeurant, la seule cause de la mobilisation des oppositions paraît relever d'une grille de lecture trop restrictive. **Un premier écueil dans l'analyse serait en effet de réduire les phénomènes d'opinion digitaux à de simples conséquences techniques** déconnectées de tout autre déterminant. Les « Gilets jaunes » auraient-ils existé si Facebook n'avait pas modifié son algorithme quelques mois plus tôt ? Donald Trump et le Brexit auraient-ils gagné dans les urnes sans Twitter ? Défendre l'inverse, dire que « c'est la faute aux réseaux sociaux » peut être un exercice intellectuel satisfaisant, mais consiste, dans les faits, à regarder le réel à travers un prisme étreint. Est-il possible par exemple de penser la remobilisation des oppositions dans le contexte actuel sans considérer dans le même temps la hausse des sentiments de peur, de méfiance et de morosité dans la population générale, mises en évidence par la dernière vague du [Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF](#) ? Le digital est un moyen de se faire entendre, il ne conditionne pas à lui seul l'efficacité des messages.

Le deuxième écueil découle de l'illusion d'une « génération spontanée » des mouvements d'opinion en ligne que permettrait le digital et la toute-puissance fantasmagorique des algorithmes, et qui trouverait sa justification dans l'incapacité des sondages quantitatifs à prévoir l'émergence de certains phénomènes d'opinion récents. Sur le principe de la *tabula rasa*, les phénomènes d'opinion ressortant sur les réseaux sociaux n'auraient pas d'histoire. Le *medium* déformerait à ce point le message qu'il serait vain de considérer la généalogie des mouvements en ligne. Peut-on cependant comprendre les ressorts de la mobilisation autour du hashtag #StopProductionNonEssentielle sans considérer la centralité prise au cours des dernières années par le e-commerce dans la rhétorique de mouvements écologistes qui se sont, quant à eux, construits dans l'action directe ? Les actions répétées de mouvements comme Extinction Rebellion (XR) ou Youth for Climate (YFC), qui ont fait de l'occupation physique leur spécialité (« Block Friday ») procèdent pourtant du même creuset idéologique.

Si le digital ne doit pas être écarté des facteurs explicatifs de mobilisation, en ce qu'il abaisse notamment le coût d'entrée en matière d'investissement (le "slacktivisme"), force est de constater que ces mouvements tirent avant tout leur énergie de la convergence croissante de certains mouvements à la charnière entre l'extrême-gauche et l'écologie politique, qui s'est notamment esquissée dans la queue de comète du mouvement des Gilets jaunes ou lors des manifestations contre la réforme des retraites. Un alignement qui trouve son sens aujourd'hui, dans un contexte de remise en cause générale des institutions et des politiques économiques. Adaptation pragmatique et source d'opportunité plus que causalité, l'intensification du militantisme digital apparaît quant à elle comme la continuité de la guerre idéologique par d'autres moyens. ([Jean-Baptiste Delhomme](#))



Activisme victorieux contre Amazon et son monde, digital strikes et autres campagnes massives et coordonnées sur Twitter, les organisations militantes ont redoublé d'inventivité et d'ingénierie pour éviter que confinement ne rime avec abatement militant.

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.